

Le 9 Novembre 2019– Journée Mondiale d'Action : Un Monde Sans Mur RASSEMBLEMENT à Lyon : 15h place CARNOT

[Lire l'appel en entier](#)

Du Mur d'apartheid d'Israël sur les terres palestiniennes au Mur de la honte étatsunien sur les terres indigènes à la frontière avec le Mexique, les murs sont des monuments d'expulsion, d'exclusion, d'oppression, de discrimination et d'exploitation. En tant que peuples affectés par ces murs et en tant que mouvements qui considèrent la justice, la liberté et l'égalité comme moyens pour résoudre les problèmes de cette planète, nous nous joignons à l'appel du 9 Novembre, Journée Mondiale d'Action pour un Monde Sans Mur. Les Palestiniens n'ont jamais cessé de résister à ces Murs illégaux et à l'expulsion continue de leurs terres ; ils appelèrent en 2003 à faire du 9 Novembre – jour de la chute du Mur de Berlin – la Journée Internationale contre le Mur d'apartheid israélien.

Rassemblement à Lyon

Samedi 9 novembre à 15h

Place Carnot 69002 Lyon

(métro Perrache)

Axa finance des crimes de guerres israéliens

Sumofus a publié un [rapport « Quand Axa finance des crimes de guerres »](#) qui démontre l'implication du géant de l'assurance Axa dans l'occupation israélienne.

Axa doit se désinvestir de ses filiales complices des crimes israéliens et respecter le droit international.

Source: [Plateforme des ONG Françaises pour la Palestine](#)

Le gouvernement sud-africain fait un pas concret contre les produits des colonies

Une victoire importante pour la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'occupation et l'apartheid israéliens

Déclaration commune d'organisations sud-africaines, palestiniennes et états-uniennes :

Open Shuhada Street (Ouvrir la rue Shuhada – à

**Hébron) ;
Avocats pour les Droits humains ;
BDS Afrique du Sud ;
Forum Solidarité Palestine (UCT) ;
Comité de coordination de la lutte populaire
(Palestine) et,
Campagne Beauté Volée Ahava.**

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Dr Rob Davies, a publié un avis dans la Gazette du Gouvernement, le 10 mai 2012, déclarant :

« ... j'ai l'intention de notifier un avis relatif à... la loi sur la Protection des consommateurs... pour exiger des commerçants en Afrique du Sud qu'ils ne marquent pas incorrectement les produits provenant des Territoires palestiniens occupés (TPO) comme étant des produits venant d'Israël ». ([GG No.35328 Notice 379 of 2012](#))

L'avis DTI indique plus loin que l'organisation Ouvrir la rue Shuhada s'est plainte que *« des produits comme par exemple les cosmétiques d'Ahava, des technologies et des boissons gazeuses sont distribués en Afrique du Sud comme des produits originaires d'Israël alors qu'ils proviennent des TPO. »* Les produits venant des colonies israéliennes dans les TPO sont des produits illégaux en vertu du droit international ; cependant, Israël a tenté, ces dernières années, de les exporter fallacieusement comme étant des produits *« Made in Israel »*.

De manière significative, le ministre Davies note dans son avis que *« la charge de la preuve de l'origine des produits incombera aux commerçants »*. L'obligation incombe aux commerçants parce qu' *« il ne faut pas tromper les consommateurs en Afrique du Sud en leur faisant croire que les produits qui viennent des TPO sont des produits d'Israël »*. Désormais, le commerce israélien avec l'Afrique du Sud va être plus difficile et c'est un sérieux revers pour les sociétés israéliennes qui veulent faire des affaires en Afrique du Sud. Cette initiative du gouvernement sud-africain s'inscrit dans la lignée de son engagement à ne pas reconnaître l'occupation d'Israël sur la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

En particulier, cette mesure a trait à l'exploitation économique illégale de la terre, de l'eau et des autres ressources palestiniennes par 500 000 colons hors-la-loi. La politique d'apartheid est appliquée dans les colonies illégales où, par exemple, les Palestiniens ne peuvent entrer qu'avec une autorisation de la sécurité et comme main-d'œuvre à bon marché, et où les écoles sont réservées aux seuls colons israéliens juifs.

L'avis du ministre Davies constitue un encouragement puissant pour tous les Palestiniens, ceux de Jérusalem-Est, de Gaza, de Cisjordanie, les réfugiés et ceux aussi qui vivent à l'intérieur des frontières de 1948 d'Israël. La mesure du gouvernement en ce sens est un appui aussi pour les dissidents et militants juifs israéliens qui (avec leurs camarades palestiniens) risquent l'emprisonnement s'ils appellent aux boycotts, désinvestissements et sanctions.

Le groupe Ouvrir la rue Shuhada et ses partenaires mènent une campagne locale contre le faux étiquetage par les sociétés israéliennes depuis 2010, dans le cadre de la campagne de Boycotts, Désinvestissements et Sanctions (BDS). En particulier, nous nous sommes inspirés de la campagne mondiale contre Ahava, conduite par des femmes comme Nancy Krickorian de la campagne Stolen Beauty Ahava Boycott. Grâce à cette campagne active BDS, Ahava a été contrainte de fermer un magasin au Royaume-Uni, elle a été abandonnée par le détaillant canadien, The Bay (chaîne de 94 grands magasins au Canada), et plus récemment, l'agent d'Ahava au Japon a annoncé l'arrêt de toute vente de produits Ahava.

Nous demandons que Wellness Warehouse, Dishem Group et Truworths retirent immédiatement tous les produits Ahava qui proviennent des Territoires palestiniens occupés et qui sont marqués faussement « *Produit d'Israël* ». Nous appelons en outre Pick'n Pay, Woolworths, comme tous les autres commerçants, à s'abstenir de faire venir des produits israéliens, tel que Soda Stream.

Open Shuhada Street, UCT Palestine Solidarity Forum, et BDS Afrique du Sud, félicitent le ministre Davies et ses collègues du département du Commerce et de l'Industrie. Nous saluons son appel à une intervention publique et nous espérons que toutes celles et ceux qui s'opposent aux colonies israéliennes illégales, aux lois de l'occupation et aux lois racistes, aux

prisons et tribunaux militaires, enverront leur déclaration de soutien au département du Commerce et de l'Industrie.

Open Shuhada Street transmet ses remerciements à tous ses partenaires et à ses avocats, David Cote et Jacob van Garderen de l'organisation Avocats pour les Droits humains.

17 mai 2012 – [Writing Rights](http://writingrights.org.za) –

<http://writingrights.nu.org.za/2012/05/17/south-african-government-takes-concrete-step-against-illegal-israeli-settlement-products-significant-bds-victory/>

traduction : JPP

Solidaires des prisonniers : Se débarrasser du carcan d'Oslo et se tourner résolument vers le BDS



José Luis Moraguès – ccipp-p-bdsfrance
publié le mardi 8 mai 2012.

L'unité du peuple palestinien contre la division d'Oslo

Aujourd'hui la Campagne BDS, lancée à l'appel des Palestiniens en 2005 est portée par l'immense majorité de la population civile palestinienne de l'intérieur comme de l'extérieur. Une société civile qui depuis la « mort d'Oslo » et face aux renoncements, compromissions et parfois collaboration de l'Autorité Palestinienne a choisi de s'extraire du carcan d'Oslo pour mettre au coeur de son devenir les revendications

stratégiques fondamentales. La prise en compte des trois composantes du peuple Palestinien et donc des trois revendications fondamentales (fin de la colonisation, fin des discriminations des palestiniens de 48 et le retour des réfugiés) sont les seules à même de reconstruire l'unité du peuple Palestinien et lui donner la force et la légitimité qui lui revient pour exiger et imposer son droit à l'autodétermination. Les divers-ses porte paroles du BNC (Comité National Palestinien du BDS) ne cessent de le marteler.

Toutes les luttes engagées aujourd'hui par chacune des 3 composantes du peuple palestinien, que ce soit en Palestine de 48, dans la Cisjordanie et Gaza occupés et par les réfugiés où qu'ils soient, joignent à leur propre revendications les revendications des deux autres composantes du peuple palestinien. C'est une donnée incontestable.

Le BDS nous remet à l'offensive

Le volet, inséparable des revendications fondamentales c'est le moyen d'y parvenir. La demande explicite que les Palestiniens adressent au mouvement de solidarité, c'est de mettre en œuvre le BDS dans sa double dimension : en tant que stratégie palestinienne (prise en compte des 3 composantes du peuple palestinien) et en tant que mode d'action international de lutte, le B, le D et le S.

Jusqu'à ces dernières années, c'est Israël qui décidait de l'agenda du mouvement de solidarité. Faute de stratégie palestinienne nous étions condamnés à dénoncer, condamner au coup par coup, une fois accomplis, les crimes d'Israël . Quand bien même étions nous offensifs nous étions réduits à la réaction défensive. L'Appel BDS et l'affirmation d'une stratégie et d'une demande palestinienne opèrent un renversement radical de la situation. Désormais c'est le mouvement de solidarité sous direction palestinienne qui fixe l'agenda des actions et des campagnes. C'est lui qui est à

l'offensive et qui a l'initiative. C'est Israël qui prend les coups, qui enregistre les défaites et qui est contraint à réagir. Et ses réactions le délégitiment chaque fois plus.

La bataille des prisonniers révèle la nouvelle stratégie de l'Appel BDS

Chaque nouvelle lutte palestinienne s'articule aux revendications fondamentales et se prolonge dans le mouvement de solidarité par le BDS.

De ce point de vue la bataille des prisonniers est exemplaire.

✘ En Palestine, les prisonniers articulent leurs revendications immédiates et urgentes aux revendications stratégiques des 3 composantes du peuple palestinien. Ils articulent leurs revendications à leur libération et à la libération de la Palestine. Comme l'écrit le prisonnier Ameer Makhoul : » La bataille pour les Palestiniens, et pour toutes celles et ceux dans le monde qui s'opposent à l'occupation et au colonialisme, est contre l'occupation et l'État occupant, et pour la libération nationale, pour le rétablissement de la patrie et le retour de ses habitants aujourd'hui réfugiés et exilés. »

Oslo n'a produit qu'un mode de » gestion » de l'occupation, or il ne saurait y avoir de « bonne » gestion de l'occupation pas plus qu'une bonne gestion de l'emprisonnement. L'occupation est la cause des emprisonnements !

Dans [l'article intitulé « L'égalité ou rien »](#) Omar Bargouthi ne dit pas autre chose : « Le droit des Palestiniens à l'égalité n'est ni négociable ni relatif ; il est la condition sine qua non d'une paix juste en Palestine et dans la région. Comme [Edward Saïd le disait : « L'égalité ou rien ! »](#). On pourrait paraphraser et dire : » Le droit des prisonniers à la liberté n'est ni négociable ni relatif ... ect. c'est « la liberté ou rien »...

☒ Au mouvement de solidarité international les prisonniers demandent la prise en compte de cette double dimension et d'inventer le prolongement de leur lutte dans les actions BDS spécifiques ou non.

La Campagne BDS internationale doit inclure la question des prisonniers Cela signifie que notre contribution à leur bataille passe, bien sûr, par l'information et la sensibilisation auprès de nos sociétés civiles de la double dimension de leur lutte. Mais cela signifie aussi que nous devons être capables d'articuler cette information à des actions BDS et que la question des prisonniers, comme l'apartheid, la colonisation et les violations multiples doit prendre sa place aux côtés des arguments majeurs qui justifient le boycott d'Israël. Mentionner les prisonniers dans les lettres de dissuasion adressées au artistes qui veulent se produire en Israël ou dans les tracts qui appellent au boycott de Mehadrin est tout aussi justifié et nécessaire que de parler du mur, des colonies ou du blocus de Gaza. Comme le mur ou le vol des terres et de l'eau, les prisonniers sont une constante de l'occupation. Ils doivent devenir une constante de notre argumentation et actions BDS.

Les convergences et les connexions contre les cloisonnements

Le cloisonnement des problématiques et des luttes est l'arme de nos adversaires.

Comment le mouvement de solidarité pourrait-il cloisonner et isoler la lutte contre la colonisation de celles contre le blocus de Gaza, du retour des réfugiés, de la libération des prisonnier, de la fin des discriminations à l'égard des palestiniens de 48 etc. ? Ces problèmes ne concernent-ils pas un seul peuple, le peuple Palestinien ? ces problèmes n'ont-ils pas une seule cause, l'état colonial et d'apartheid d'Israël ?

Que l'on décide de mettre l'accent sur l'une ou l'autre des

problématiques en raison des circonstances et des urgences ponctuelles peut très bien se faire en lien avec les autres composantes du problème. Enfin, comment le mouvement de solidarité pourrait-il priver ces luttes de leur débouché concret dans les actions BDS qui constituent aujourd'hui les seules victoires remportées depuis des décennies ?

José Luis Moraguès – ccipp-bdsfrance

7/05/2012



<http://www.petitionpublique.fr/?pi=...>

Lire aussi :

[« La dimension stratégique de la bataille des prisonniers politiques Palestiniens et les tâches du mouvement de solidarité internationaliste »](#)

La normalisation israélo-arabe rencontre un os



Daniel Barenboim dirige une répétition de l'Orchestre du Divan occidental-oriental à Salzbourg. Barenboim tente finement de blanchir l'image d'Israël en acceptant quelques droits palestiniens mais en même temps il rejette le plus important d'entre eux (Photo: AFP – Getty – K. Josch)

Néanmoins, la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a salué la décision et exhorté les pays arabes à rendre publique leur position officielle sur le soutien au peuple palestinien et à mettre un terme à toute formes de normalisation avec l'Etat d'occupation et d'**apartheid**.

L'annonce que le Qatar accueillerait le chef d'orchestre israélien Daniel Barenboim au Festival de Doha pour la Musique et le Dialogue, en coordination avec l'Orchestre du Divan occidental-oriental, n'avait surpris personne.

L'orchestre s'enorgueillit d'avoir des musiciens tant israéliens qu'arabes et son objectif affiché est de construire des ponts de normalisation entre eux. Mais il ne reconnaît pas les droits palestiniens ni ne récuse le colonialisme de peuplement et l'**apartheid**.

C'est la quatrième fois que le Qatar invitait Barenboim bien qu'il soit un **sioniste**. Même s'il rejette l'occupation de 1967, il rejette également le retour des réfugiés dans les maisons dont ils ont été chassés pendant la Nakba [en 1948].

Intelligemment, Barenboim tente de blanchir l'image d'**Israël**

en acceptant quelques-uns des droits palestiniens, en même temps qu'il refuse le plus important d'entre eux.

Comment un pays arabe qui proclame son soutien aux Palestiniens peut-il accueillir comme un frère un artiste israélien sioniste, alors que le monde arabe se trouve au milieu de **révolutions** populaires que certains pays arabes prétendent soutenir, bien qu'avec une sélectivité particulière ?

En 2010, PACBI avait critiqué les autorités qatari pour avoir accueilli l'Orchestre Divan lors du premier anniversaire de l'attaque contre **Gaza**. Mais cela ne s'arrête pas avec le Qatar ou la collaboration artistique.

Depuis l'accord d'Oslo en 1993, la normalisation arabo-israélienne est passée au grand jour et a proliféré dans les pays arabes et à l'Autorité palestinienne pour devenir presque un phénomène normal.

Dans le domaine académique et au milieu de la « ruée vers l'or de l'enseignement » des universités étatsuniennes pour établir des campus dans le Golfe, en Égypte et en Jordanie, la question de la normalisation ne fait même pas débat.

Sous la pression des mouvements **sionistes** aux États-Unis, des sections des universités US au Moyen-Orient se sont engagées à ne pas exclure les universitaires et les étudiants israéliens.

Pour exemple, le Centre d'études internationales et stratégiques de l'Université de Georgetown, créé dans la Ville de l'Enseignement du Qatar [près de Doha, ndt] accueille régulièrement des universitaires de l'Université de Tel Aviv.

Dans le domaine sportif, le film de promotion de la Coupe du Monde 2022 – qui aura lieu à Doha – a provoqué une indignation générale dans les pays arabes : une partie en hébreu exprime l'espoir qu'**Israël** et un pays arabe arrivent en finale et jouent l'un contre l'autre avec des supporters des deux

équipes, côte à côte, « *pour qu'elles apprennent à se connaître* » .

Les Emirats arabes unis (EAU) sont en tête des pays arabes qui prônent la normalisation dans le domaine sportif. Ils accueillent régulièrement des athlètes israéliens lors de compétitions internationales organisées sur son territoire, hissant sans vergogne le drapeau israélien.

Fin 2011, le Comité national palestinien BDS a publié une déclaration condamnant l'invitation de la fédération de natation des EAU à son homologue israélienne pour qu'elle participe à une compétition internationale à Dubai. L'invitation a été adressée « *dans le but de développer la collaboration avec les pays voisins au Moyen-Orient.* »

Cela n'a rien d'extraordinaire que Dubai accueille des nageurs israéliens, compte tenu du fait qu'elle héberge déjà une succursale du diamantaire israélien Leviev.

Mais nous ne devons pas oublier le travail énorme des activistes anti-normalisation dans les pays arabes et leurs réalisations au Liban, en Égypte, au Maroc, en Tunisie, en Algérie, en Jordanie et autres.

La championne algérienne de judo Maryam Moussa a boycotté un match avec une lutteuse israélienne lors des championnats du monde, à Rome, sacrifiant ainsi ses chances de participation aux Jeux Olympiques de Londres en 2012.

Des universitaires de l'Université américaine du Caire ont empêché la participation d'Israéliens à une conférence à l'université.

Des activistes BDS au Koweït luttent contre l'infiltration de produits israéliens sur le marché, soutenus par le bureau officiel de boycott. Ces derniers mois, au Maroc, des militants ont réussi à faire annuler des événements universitaires et culturels qui visaient à promouvoir la

normalisation avec **Israël**.

Le mouvement BDS au Liban a obtenu l'annulation des spectacles de Gad Elmaleh et de Lara Fabian, à cause de leur soutien à **Israël**. En **Palestine**, des militants de toutes les factions sont parvenus à stopper des événements de normalisation parrainés par les autorités palestiniennes.

L'Arabie Saoudite a également exclu la compagnie française Alstom du projet de TGV Haramain pour son implication dans des projets israéliens de judaïsation de **Jérusalem**.

Entretemps, le Mufti d'Al-Azhar (l'ex-mufti du tribunal du Caire) a effectué une visite honteuse de normalisation à **Jérusalem**. Son excuse était de « *visiter les prisonniers* ». Il est peut-être bon de rappeler au Mufti que la solidarité avec les prisonniers consiste à les aider à briser leurs chaînes, et non à aider leurs geôliers par une normalisation qui les couvre.

La version en anglais de cet article est une traduction de l'article en arabe.

Repris de [The International Solidarity movement](#) :

Source : [Al Akhbar](#)

Traduction : MR pour ISM

Lettre ouverte aux Red Hot

Chili Peppers

Peut-être ignorez-vous que les organisations de la société civile palestinienne ont lancé un appel aux artistes pour qu'ils ne se rendent pas en Israël tant qu'il continue d'ignorer les résolutions des Nations unies, de se moquer du droit international et de priver les Palestiniens de leurs droits humains les plus élémentaires.

Peut-être ignorez-vous que ces deux dernières années, de nombreux artistes ont répondu à cet appel en refusant de paraître en Israël, et que d'autres ayant d'abord donné leur accord pour y jouer ont annulé leurs performances, ressentant qu'il était plus important de soutenir la lutte du peuple palestinien contre l'oppression israélienne.

Parmi eux, Elvis Costello, Cat Power, Roger Waters, Cassandra Wilson, Carlos Santana, Annie Lennox, Brian Eno, Massive Attack, Gorillaz, The Pixies, Tuba Skinny, Pete Seeger, feu Gil Scott-Heron, Jello Biafra... Il y a juste deux jours, le groupe irlandais Dervish s'est retiré d'une série de concerts programmés en juin en Israël, s'ajoutant aux 150 musiciens irlandais qui ont rejoint le boycott culturel.

Nous pensons que vous êtes trop intelligents pour ne pas saisir qu'aujourd'hui, jouer en Israël, c'est comme faire une déclaration politique. Votre apparition embellirait un État colonial de peuplement qui cherche toujours vigoureusement à déposséder la population indigène et à la chasser de sa terre. En y jouant, vous aideriez à camoufler les réalités brutales d'une occupation militaire cruelle et illégale.

Pour les Palestiniens, la lutte est aussi réelle qu'actuelle – une bataille quotidienne pour garder leurs terres, leurs maisons, leurs ressources et leurs espoirs. Quelle que soit

vosre croyance de pouvoir y aller simplement comme artistes, vosre présence sera manipulée pour assurer aux Israéliens que leur impitoyable société coloniale est en quelque sorte « normale » et pour promouvoir la marque Israël à l'étranger. Vous diriez aux Israéliens et au monde que le traitement abominable des Palestiniens par Israël est acceptable. Est-ce vraiment ce que vous voulez ?

Le boycott est une forme d'action directe non-violente. Elle donne aux gens le pouvoir d'agir en faveur de la justice quand nos gouvernements y échouent. **Est-il imaginable que, pendant la longue lutte contre l'apartheid sudafricain, vous y seriez allé pour jouer pour les suprématistes blancs ?** Si votre réponse est Non, alors vous souhaitez déjà boycotter un système sans coeur et injuste.

Une telle « prise de position » vous met peut-être mal à l'aise ; peut-être ressentez-vous qu'elle ne colle pas avec l'esprit et les valeurs de votre travail musical. **Mais en acceptant de jouer en Israël, vous prendriez déjà position.**

En ce moment, plus de 1500 Palestiniens dans les prisons israéliennes – un tiers du total – sont dans une grève de la faim massive pour protester contre les détentions sans charges ni procès. Peut-être pourriez-vous vous tenir de leur côté... Ou avec les familles palestiniennes jetées violemment de leur propre maison dans Jérusalem Est occupée, pour laisser la place à des colons juifs... Ou avec Muhammad Hashem, 15 ans, du village de Beit Ommar, arraché de son foyer en pleine nuit par des soldats israéliens en tenue de combat pour punir son père Ahmad d'avoir organisé une résistance non-violente contre le vol en cours des terres de leur village.

Si vous jouez à Tel-Aviv, s'il vous plaît n'oubliez pas que des milliers de jeunes admirateurs palestiniens, à tout juste une demi-heure de route, n'auront pas le droit de vous écouter simplement parce qu'Israël les a confinés derrière un mur de séparation monstrueux. Cela ne va pas vous donner la nausée

sur scène ? Nous pensons que cela devrait. S'il vous plaît : n'y allez pas.

Bien sincèrement,

Campagne BDS France

CICP -21 ter rue Voltaire – 75011 Paris

campagnebdsfrance@yahoo.fr

<http://www.bdsfrance.org/>

Une pétition est également en place maintenant:

<http://www.change.org/petitions/red-hot-chili-peppers-cancel-your-performance-in-israel>

<http://refrainplayingisrael.blogspot.fr/2012/05/open-letter-bds-france-campaign-asks.html>

Paris, 03 May 2012

Dear Red Hot Chili Peppers,

Your fans here in France are looking forward to your appearance in Paris on June 30. But we're dismayed to learn that the organizers of your summer tour have included in your schedule a performance on September 10 in Tel Aviv.

Maybe you don't know that Palestinian civil society organisations have appealed to artists not to go to Israel while it continues to ignore all United Nations resolutions, flout international law, and deprive Palestinians of their most elementary human rights.

Maybe you don't know that in the past two years many artists have responded to that appeal by refusing to appear in Israel,

and others who had initially agreed to perform there have cancelled their performances, feeling that it was of greater importance to support the struggle of the Palestinian people against Israeli oppression.

They include Elvis Costello, Cat Power, Roger Waters, Cassandra Wilson, Carlos Santana, Annie Lennox, Brian Eno, Massive Attack, Gorillaz, The Pixies, Tuba Skinny, Pete Seeger, the late Gil Scott-Heron, Jello Biafra... The Irish band Dervish, just two days ago, pulled out of a series of concerts programmed this June in Israel, adding to the 150 Irish musicians who have joined the cultural boycott.

We think you're too smart not to realize that performing in Israel today is like making a political statement. Your appearance will embellish a colonial settler state still vigorously intent on dispossessing the indigenous population and driving them from their land. By playing there you'll be helping camouflage the brutal realities of a cruel and illegal military occupation. For the Palestinians the struggle is real and present – an everyday battle to hang on to their land, homes, livelihoods, and hopes. However much you might believe you can go there simply as artists, your presence will be spun to reassure the Israeli public that their ruthless colonial society is somehow 'normal', and to promote Brand Israel abroad. You will be saying, to Israelis and to the world, that Israel's abominable treatment of the Palestinians is acceptable. Do you really want to do this?

Boycott is a non-violent form of direct action. It gives people the power to act in favour of justice when our governments fail to do so. **Is it conceivable that, during the long struggle against apartheid South Africa, you would have travelled there to perform for the white supremacists? If your answer is No, then you're already willing to boycott a callous and unjust system.**

You may feel uneasy about 'taking a stand' like this; you may

feel it doesn't go with the spirit and ethos of your music-making. **But by accepting to perform in Israel, you would already be taking a stand.**

Right now, over 1,500 Palestinians in Israeli jails – a third of the total – are on a mass hunger strike, in protest at detention without charge or trial. Maybe you could stand with them. Or with the Palestinian families being violently driven out of their own homes in occupied East Jerusalem, to make way for Jewish settlers. Or with 15 year old Muhammad Hashem in Beit Ommar village, dragged away from his home in the middle of the night by Israeli soldiers in full battle gear, to punish his father Ahmad for organizing non-violent resistance against the ongoing theft of their village lands.

If you perform in Tel Aviv, please don't forget that thousands of young Palestinian fans, just a short half-hour drive away, won't be allowed to hear you because Israel has confined them behind a monstrous separation Wall. Won't that make you feel queasy on stage? We think it ought to. Please don't go.

Yours truly,

BDS French Campaign

CICP -21 ter rue Voltaire

75011 Paris

campagnebdsfrance@yahoo.fr

<http://www.bdsfrance.org>

<http://refrainplayingisrael.blogspot.fr/2012/05/open-letter-bds-france-campaign-asks.html>

Sign up this petition::

<http://www.change.org/petitions/red-hot-chili-peppers-cancel-y>

La grande chaîne de supermarchés britannique Co-op boycotte les produits issus des colonies

Un manifestant brandit une affichette devant le siège des Affaires étrangères pendant une manifestation à Bruxelles le 31 mai 2010. Photo Reuters

Une des principales chaînes de supermarchés du Royaume-Uni a annoncé son intention de boycotter les exportateurs agricoles israéliens qui produisent aussi des marchandises issues de colonies cisjordanienues.

Ces dernières années, alors que les distributeurs britanniques d'alimentation étiquettent les produits qui ont été cultivés ou manufacturés dans des colonies, en les boycottant parfois intégralement, ceci est le premier pas franchi par une grande société pour mettre un terme à toutes les transactions avec des compagnies exportant des produits de l'intérieur de la Ligne verte et des colonies. Les principales compagnies qui subiront l'impact de cette décision sont Agrexco, Mehadrin et Arava.

L'annonce a été faite ce week-end, après des années de campagnes de lobbying menées par des organisations pro-palestiniennes britanniques en faveur du boycott, du

désinvestissement et des sanctions contre Israël (BDS). Co-op a souligné qu'il ne s'agit pas de boycotter Israël et qu'elle continuera de traiter avec les compagnies qui peuvent garantir qu'aucun de leurs produits ne provient d'en-deçà de la Ligne verte.

Des tentatives pour limiter l'exportation des produits des colonies vers l'Europe ont été menées naguère par l'Union Européenne et le gouvernement britannique. En 2009, sur l'ordre exprès de Gordon Brown, le gouvernement britannique a publié des directives pour que les distributeurs étiquettent clairement les produits coloniaux, en les différenciant des produits palestiniens et des produits de l'intérieur de la Ligne verte.

Ces directives faisaient suite aux refus israéliens de marquer les produits coloniaux avant leur exportation vers l'UE. La question de l'étiquetage des produits coloniaux était une pomme de discorde importante entre les gouvernements britannique et israélien de l'époque.



Ces dernières années, le mouvement BDS a ciblé des compagnies comme Agrexco, une coopérative d'export qui dessert des centaines de fermiers, de kiboutzim et de petites entreprises agricoles en Israël et qui a continué d'exporter des produits coloniaux.

Hilary Smith du Réseau 'Boycott Israel', s'est félicité de la décision de Co'op, disant que la chaîne « a pris une première initiative internationale avec sa décision historique de demander des comptes aux sociétés complices des violations israéliennes des droits humains palestiniens. Nous lançons un appel aux autres distributeurs pour qu'ils suivent l'exemple

et passent également à l'action ».

Le Ministère des Affaires étrangères à Jérusalem a répondu en disant que « cela fait pitié de voir certains, qui prétendent ostensiblement contribuer à la paix et à la réconciliation, avancer un ordre du jour négatif de boycott, insuffler une atmosphère de confrontation et augmenter l'écart entre les parties impliquées. Il serait prudent de chercher une approche plus positive à la résolution du conflit.

29 avril 2012 – Haaretz – Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.haaretz.com/news/diploma...>

[Traduction : Info-Palestine.net](http://Info-Palestine.net) – Marie Meert

Sur la rhétorique des « deux côtés »

Il en est ainsi des artistes qui disent vouloir se produire en Israël, mais aussi « de l'autre côté » (sous-entendu « du Mur ») ; des politiques qui serrent la main des leaders israéliens, mais aussi des leaders palestiniens ; des institutions qui collaborent avec des organismes israéliens, mais aussi palestiniens ; des collectivités qui font de la coopération décentralisée avec des villes israéliennes, mais aussi palestiniennes ; des déclarations qui incriminent Israël mais aussi la Palestine ; etc.

Pourtant, égalité n'est pas équité. L'égalité consiste à traiter 2 personnes exactement de la même manière. L'équité consiste à prendre en compte le contexte pour traiter les 2 personnes de façon à les rendre plus égales, dans un souci de justice. C'est pour cela, par exemple, que nous ne payons pas

tous les mêmes impôts.

Quand j'étais petite et que je me chamaillais avec ma sœur, ma mère nous traitait de la même façon, en nous disant « la plus intelligente est celle qui s'arrête en premier ». Parce qu'elle n'avait pas vu qui avait commencé la dispute et parce que, dans le fond, elle savait bien que nous étions toutes les deux un peu responsables et qu'aucune injustice grave n'avait eu lieu qui mérite de punir l'une plus que l'autre. Elle nous demandait alors de « faire la paix ».

Le regard des « arbitres » occidentaux sur le Proche-Orient adopte malheureusement cette attitude paternaliste : Israël et Palestine seraient pareils à des frères qui s'entendraient comme chien et chat et à qui il faudrait de temps en temps rappeler qu'il faut être sage et « faire la paix ».

Ce paradigme « équilibriste », ou « équilibriciste » est non seulement faux, mais fondamentalement injuste. Il repose sur une vulgaire analogie d'avec les deux camps symétriques de la guerre froide, sur une paresse intellectuelle refusant la complexité des choses, sur un déni inconscient de l'injustice profonde de la situation, ou sur cette vision un peu niaise d'un conflit lointain. Il est injuste à plusieurs titres :

D'abord, les 2 parties ne se valent pas : Israël est un Etat reconnu par les institutions et les traités commerciaux, avec une armée puissante qui est au cœur de sa politique ; la Palestine n'est qu'un Etat en devenir, sous occupation et désarmé. Israël est un territoire uni et en expansion par la colonisation ; la Palestine est un territoire scindé et de plus en plus morcelé, qui n'a même pas le contrôle de ses frontières.

Par ailleurs, le discours sur « les 2 côtés » donne la dangereuse illusion d'un *statu quo* à partir d'une frontière fixe. La vision qui en découle est celle d'un cessez-le-feu, où seules quelques bombes et roquettes passeraient d'un côté à

l'autre du Mur de temps à autre. Pourtant, le Mur dit de « séparation » ne sépare pas « les deux » : il est presque toujours érigé au sein même du territoire palestinien pour en annexer une partie. Et avec la construction quotidienne des colonies, ces annexions continuent sans cesse, diminuant chaque jour le territoire palestinien comme peau de chagrin.

La situation n'est donc pas statique mais le fruit d'un rapport de force actif de dominant à dominé qui va en s'accroissant et qui mise sur le temps pour s'imposer par des principes de faits accomplis supposés irréversibles (dans la destruction des habitations, villages et champs palestiniens, autant que dans la construction des colonies, infrastructures et mur israéliens). Et ce bulldozer continuellement à l'œuvre n'est pas que du côté « palestinien » : à l'intérieur d'Israël même, la *Nakba*, qui a expulsé de chez eux 85% des Palestiniens en 1948, continue quotidiennement pour ceux qui y étaient restés et leur descendance : l'épuration ethnique est toujours en marche à chaque fois qu'un village est détruit, qu'une maison est rasée, chaque fois qu'un Palestinien ayant la citoyenneté israélienne se la voit retirée sous n'importe quel prétexte, l'obligeant à partir.

La rhétorique des « 2 côtés » conduit également à mettre dos à dos « propalestiniens » et « proisraéliens ». Or, ceux qu'on appelle des « propalestiniens » sont en fait, en Palestine, en Israël et partout dans le monde, des partisans de la justice au Proche-Orient, qui ne défendent pas un peuple pour son identité, mais parce qu'il subit des injustices au regard de valeurs universelles, et parce que la paix, qui doit suivre la justice, sera aux bénéfiques de tous. Par ailleurs, de nombreux Palestiniens sont eux-mêmes des citoyens israéliens, et de nombreux israéliens juifs se revendiquent de la défense des droits des Palestiniens. Ceux qu'on appelle « proisraéliens » sont surtout les partisans d'une idéologie colonialiste d'un autre temps. L'objectif de cette idéologie n'est pas la défense de la société israélienne – en quoi l'instauration d'un régime belliciste, liberticide et d'apartheid leur

serait-elle profitable, à terme ? A part peut-être pour quelques fanatiques. Son objectif est surtout la défense des intérêts économiques et politiques de l'Etat d'Israël en tant que source de profit réelle ou supposée pour la communauté de ses partisans.

Quand on reconnaît que la balance de la justice penche plus lourdement d'un côté que de l'autre, quelle logique défend qu'on la rééquilibre en mettant le même poids sur chacun de ses plateaux ? Qui peut croire que la situation se réglera naturellement à force que l'arbitre appelle les deux parties à faire des efforts, des concessions, des compromis, des propositions... « de chaque côté » ? L'arbitre ne voit-il pas que l'un des camps tient l'autre à la gorge ? Que le premier n'a pas intérêt à entendre les appels à la paix, et que le second ne pourra rien faire tant qu'il est à genoux ? Ne voit-il pas qu'il ne s'agit pas d'un jeu où chacun a la même mise de départ, mais de la loi du plus fort qui s'appliquera jusqu'à ce que mort s'ensuive ? Combien de temps continuera-t-on encore à agiter le drapeau blanc sous le nez des « 2 parties » au lieu de se décider à peser pour ceux dont les droits humains à la souveraineté, à la sécurité, à l'accès à l'eau, à la liberté de circulation, au travail, à la santé, à l'éducation... sont quotidiennement bafoués ?

Chaque conscience et chaque institution doit se positionner. Que ceux qui endossent le costume d'arbitre international arrêtent au minimum de soutenir le côté du plus fort avec leurs contrats, invitations, coopération, relations commerciales... Chaque fois qu'un Etat, une entreprise ou une institution inscrit le mot « Israël » sur la liste de ses partenaires, elle rajoute un poids dans la balance du côté du plus fort, en cautionnant activement une politique d'occupation, de colonisation et d'apartheid assumée par un gouvernement qui s'en prend actuellement jusqu'aux ONG israéliennes. Inscrire à côté le mot « Palestine » n'annule pas le premier, mais démontre simplement un manque de

cohérence et d'éthique, compte tenu de la situation.

Être neutre revient à être indifférent, donc complice de la situation qui s'aggrave au bénéfice du plus fort. Le discours équilibriciste n'est donc ni plus ni moins qu'une collaboration active à la politique israélienne. Dans ce contexte, toutes les coopérations, aides ou collaborations avec des institutions palestiniennes perdent leur sens si elles viennent en parallèle ou en contrepoids de collaborations avec Israël. D'ailleurs, si Israël respectait les droits des Palestiniens à vivre par eux-mêmes et à agir librement, ceux-ci n'auraient besoin d'aucune coopération ou aide au développement pour pallier les effets de la domination coloniale.

Il n'y a pas « deux côtés » symétriques au Proche-Orient. Il y a une justice universelle défendue de part et d'autre du Mur, et il y a ceux qui ne veulent pas voir que cette justice est inéluctable.

Magali Audion

*La rhétorique gentillette des « 2 côtés », symbolisée par ces naïfs drapeaux côte à côte et la colombe, ne résiste pas à la réalité totalement asymétrique de la domination coloniale :
Sur la photo ci-dessous, des colonies israéliennes se construisent autour d'un dispensaire palestinien de Ras El 'Amoud à Jérusalem-Est, en 2009.*



Sur la photo ci-dessous, deux ans après, la colonie a abattu une partie du mur du dispensaire, a recouvert la cour et érige ses herses contre qui voudrait s'y opposer.



Sur la normalisation et les

boycotts partiels

Co-résistance ou coexistence

Au cours du temps, à la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI), nous avons régulièrement défini notre position sur la normalisation, dans le but d'acquérir de nouveaux alliés et d'éclaircir les prémisses des échanges israélo-palestiniens pour nos partenaires. Il est important de noter que dans le mouvement BDS, il y a plusieurs partenaires israéliens qui soutiennent aussi nos droits globaux conformément au droit international, dont la Coalition des femmes pour la paix et Boycott ! Soutien de l'intérieur à l'appel palestinien BDS [1]. De plus, à la lecture de l'appel BDS de 2005 [2], soutenu par la majorité écrasante de la société civile palestinienne, on peut noter un appel explicite aux consciences israéliennes pour qu'elles s'associent au mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité des droits pour tous. Par conséquent, ce qui importe pour définir la normalisation, ce n'est pas tant la collaboration avec les Israéliens que la substance et les bases de cette collaboration.

Normalisation, c'est la traduction française du mot arabe *tatbi'*, « faire que quelque chose d'anormal paraisse normal ». Comme PACBI l'a déclaré auparavant :

« Il est pertinent de considérer la normalisation comme une « colonisation de l'esprit », par laquelle l'opprimé en vient à croire que la réalité de l'opresseur est la seule réalité « normale » admissible, et qu'il faut s'accommoder de l'oppression. Ceux qui s'engagent dans la normalisation, soit ignorent cette oppression, soit l'acceptent comme un status quo supportable. Dans un effort pour blanchir ses violations du droit international et des droits humains, Israël cherche à se relooker, ou à se présenter comme normal – voire « éclairé » – via un réseau complexe de relations et d'activités recouvrant les domaines high-tech, culturels, juridiques, LGBT et d'autres » [3].

La tentative de se servir de Palestiniens et/ou d'Arabes comme des cache-sexes constitue un autre aspect de la normalisation [4]. Lors de l'application des directives du mouvement BDS pour le boycott international universitaire et culturel Israël, PACBI rencontre quelquefois des cas où des dénigreur du boycott essaient de racheter leur conscience, et avec cela une certaine base morale, en utilisant des pions palestiniens (plus rarement d'autres Arabes) comme cache-sexes pour dissimuler

leur complicité dans les violations du droit international et des droits des Palestiniens par Israël. Tandis que la liste des « cache sexes » disponibles diminue d'année en année, grâce à l'expansion impressionnante de la conscience BDS parmi les Palestiniens et dans le monde arabe, il en reste qui sont prêts à accepter que leurs noms soient utilisés dans les programmes politiques cyniques des violateurs du boycott international.

De ce qui précède, on peut voir que la normalisation s'applique aux relations qui transmettent une image fausse ou trompeuse de normalité, ou de symétrie, ou de parité, alors qu'il existe une relation manifestement anormale et asymétrique d'oppression coloniale et d'apartheid [5].

Pour que les relations israélo-palestiniennes ne soient pas de la normalisation, il faut au départ deux conditions : (1) la partie israélienne doit soutenir les droits complets et exhaustifs de tous les Palestiniens, en accord avec le droit international et (2) la relation elle-même doit impliquer une forme de résistance à l'occupation par Israël et aux violations du droit international. Les Israéliens qui soutiennent nos droits exhaustifs selon le droit international et qui luttent avec les Palestiniens contre le mur, contre les checkpoints et contre les autres formes d'apartheid sont nos partenaires. Les relations avec eux ne sont pas de la normalisation. Par contre, les activités telles que celles de « Seeds of Peace » [6], « One Voice » [7] et d'autres organisations semblables sont des cas clairs de normalisation, quoi que déclarent ceux qui sont impliqués dans ces projets. Ils présentent de manière trompeuse les Palestiniens et les Israéliens comme s'ils étaient sur le même pied, et n'ont pas de position claire sur comment mettre fin aux multiples niveaux du système d'oppression israélien.

Comme l'a dit un leader militant de la jeunesse palestinienne, la seule relation normale entre communauté oppressive et communauté opprimée est la co-résistance, pas la coexistence [8]. La coexistence ne pourra se produire (éthiquement parlant) qu'après la fin de l'oppression, quand les deux côtés bénéficieront de droits égaux.

Boycott partiel ou complet Israël ?

Après avoir échoué à ralentir les progrès du BDS, motivés par une véritable peur de la disparition du sionisme et avec pour programme explicite « sauvons l'apartheid israélien », certains sionistes soi-disant de gauche ont récemment essayé de brouiller les choses en suggérant un boycott sioniste-compatible pour saboter le

mouvement BDS à direction palestinienne [9], qui attire un nombre croissant de jeunes militants juifs en Occident, particulièrement sur les campus. Le BDS est un mouvement éthiquement cohérent basé sur les droits, ancré sur le droit international et les droits humains universels. En tant que tel, le BDS rejette et ne peut pas coexister avec un quelconque racisme, y compris le sionisme. Un « BDS sioniste » est aussi logique qu'une « égalité raciste » !

Le BDS ne consiste pas à sauver Israël comme État d'apartheid, qui abandonnerait certaines terres occupées densément peuplées par des Palestiniens pour faire d'Israël un état d'apartheid plus pur, et pour prolonger la vie de cet apartheid pour des années supplémentaires. Le BDS concerne la réalisation des droits palestiniens, dont le droit primordial et inaliénable à l'autodétermination, en mettant fin aux trois niveaux du système colonial et racial d'oppression : colonialisme, occupation et apartheid.

Bien sûr, le PACBI et le comité national du BDS (le BNC) promeuvent un boycott complet jusqu'à ce qu'Israël mette fin à son système d'oppression à trois niveaux, et pas seulement à son occupation de la Cisjordanie et de Gaza. La raison principale pour cette position, c'est que d'après le droit international, Israël en tant que puissance occupante porte la responsabilité de l'occupation et de toutes ses manifestations (colonies, mur, sièges, démolitions de maisons, etc.), sans compter les autres violations graves du droit international hors du champ de l'occupation, telles que les déplacements forcés, le déni du droit des réfugiés et le crime d'apartheid (donc un nombre croissant de spécialistes du droit sont maintenant convaincus qu'Israël se rend coupable). Le mouvement BDS appelle à boycotter Israël en tant qu'État responsable du refus des droits palestiniens, comme l'Afrique du Sud a été la cible du boycott de son régime d'apartheid, comme la Chine est la cible de certains boycotts dus à son occupation du Tibet et comme le Soudan est la cible de certains boycotts dus à ses crimes au Darfour. Il n'y a qu'en Israël que nous entendons des objections au boycott de l'État responsable des violations flagrantes du droit international et où nous entendons des suggestions de ne boycotter que certaines manifestations de ces violations (les colonies) et pas la cause première.

Néanmoins, le BDS est entièrement sensible au contexte. Ceci veut dire que ceux qui soutiennent le BDS décident dans leur contexte particulier de ce qu'il faut boycotter ou désinvestir, comment poursuivre leurs objectifs locaux, comment construire des alliances, comment mener campagne, – en tenant compte de leurs propres contextes politiques, culturels et organisationnels. Des partenaires peuvent

décider de ne boycotter que des compagnies impliquées dans l'occupation israélienne, et ceci convient très bien si c'est une tactique, et pas sur la base d'un rejet de principe d'un boycott complet quand les circonstances le permettent. C'est la force du BDS de ne pas être un mouvement centralisé, dogmatique et dirigiste. C'est un mouvement moralement cohérent et citoyen qui a pour dénominateur commun les principes des droits humains et du droit international, et plein de créativité et d'initiatives quand il s'agit de mettre en jeu les différentes formes de BDS dans chaque contexte.

Que les supporters Britanniques, Américains, Allemands ou Français du BDS souhaitent ou non faire campagne pour un boycott sélectif est entièrement leur affaire, ceci va sans dire, car nous croyons aux initiatives locales adaptées au contexte comme il dit plus haut. Mais nous espérons sincèrement qu'ils respecteront le droit palestinien à l'autodétermination, et ne tenteront pas de parler à notre place quand il s'agit d'exprimer nos droits exhaustifs et les stratégies de résistance civile, car ce serait de la condescendance inadaptée à une relation de partenariat dans la lutte pour une paix juste – la seule paix que les communautés opprimées du monde peuvent jamais rechercher.

Comme ce fut le cas dans la lutte internationale contre l'apartheid en Afrique du Sud, prendre conseil des représentants très représentatifs des opprimés, dans ce cas de la direction palestinienne du mouvement BDS – le BNC – et respecter les directives de boycott établies par la grande majorité de la société opprimée, voilà ce qui constitue une obligation pour toute personne de conscience ou pour tout groupe réellement solidaire des opprimés. Ceci doit être compris dans le contexte d'un mouvement mondial décentralisé basé sur le respect des tactiques des partenaires et du choix des cibles, tant que les principes généraux du mouvement sont préservés.

Notes : [1] <http://boycottisrael.info/>

[2] <http://www.bdsmovement.net/call>

[3] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>

[4] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>

[5] <http://www.russelltribunalonpalesti...>

[6] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>

[7] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>

[8] <http://www.maannews.net/eng/ViewDet...>

[9] <http://www.nytimes.com/2012/03/19/o...>

[10] <http://www.kairopalestine.ps/sites...>

[11] <http://www.kairopalestine.ps/sites...>

[12] <http://www.oikoumene.org/en/news/ne...>

publié le samedi 7 avril 2012.

Source : PACBI « Debating BDS : On Normalization and Partial Boycotts”

<http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>

Source en français

: <http://www.protection-palestine.org/spip.php?article11703>

(traduction JPB-CCIPPP)

Afrique du Sud : solidarité avec les Palestiniens

**L'ANC doit se pencher sur la façon dont il peut, concrètement,
soutenir davantage la lutte palestinienne...**
(Dessin Carlos Latuff)

En tant que Sud-Africain ayant vécu et souffert sous un apartheid, et passé près de trente années de ma vie adulte dans ses prisons pour lui avoir résisté, je peux et je dois, humblement, prétendre connaître quelque chose de ce qu'est un apartheid. Vous ne pouvez, comme je l'ai fait, avoir accompagné aussi loin et aussi longtemps le Congrès national africain (ANC), des dirigeants comme Govan Mbeki, Walter Sisulu et Nelson Mandela, sans reconnaître un Apartheid quand vous en voyez et en vivez un.

Récemment, je suis allé au [Tribunal Russel sur la Palestine](#), et j'ai entendu des témoignages de Palestiniens, Israéliens et Sud-Africains.

Le Tribunal a conclu qu'Israël répondait à la définition juridique d'un État d'apartheid. Cela me fait mal d'admettre que, en me fondant sur ce que j'en ai souffert et, plus important encore, ce que j'en ai appris, je suis profondément convaincu que ce que les Palestiniens sont en train de vivre est identique – et à bien des égards, pire – à ce que nous

avons connu sous l'apartheid en Afrique du Sud. Ceci a été également mis en avant de façon convaincante par le [Professeur John Dugard](#), l'un des plus éminents juristes d'Afrique du Sud.

Les [routes séparées d'Israël](#), la loi de facto sur les [mariages mixtes](#), les procès par les [tribunaux militaires](#), les répartitions inéquitables des ressources (et [particulièrement de l'eau](#)), les lois racistes sur la [citoyenneté](#) attribuant et refusant les droits des personnes sur la base de l'ethnicité, les [destructions des maisons](#) d'une population originaire du pays qui a vécu et travaillé cette terre pendant des siècles et qui sont destinées à faire la place à de nouveaux arrivants ayant un patrimoine génétique commun avec les dirigeants, les [déracinelements d'oliviers](#), les [détentions sans jugement](#), les lois sur le [droit de se déplacer](#), la moindre parcelle de [terre qui est donnée](#) à la plus grande partie de la population... je ne connais pas d'autre mot pour cela que celui d'[apartheid](#).

Je me rappelle comment les apologistes de l'Apartheid d'Afrique du Sud ont tenté, au niveau international, de faire valoir que la « situation » sud-africaine était plus complexe que ce que l'ANC voulait bien le faire croire. En effet cela aurait pu être le cas, mais l'argument de la complexité était aussi utilisé comme une arme entre les mains des puissants pour désarmer les faibles et ceux qui agissaient en solidarité avec eux.

Je crains que le même argument puisse passer aujourd'hui. Nelson Mandela nous prévenait déjà en 1996 : « *La tentation dans notre situation est de parler de façon étouffée d'un sujet comme le droit du peuple de Palestine à son propre État. Nous pouvons facilement nous trouver incités à voir la réconciliation et l'équité comme une parité entre justice et injustice. Ayant acquis notre liberté, nous pourrions tomber dans le piège de nous laver les mains des difficultés auxquelles les autres sont confrontés. Mais nous serions moins humains si nous le faisons.* » (4 décembre 1997).

Certains voudraient nous faire croire que l'histoire sud-africaine n'était simplement qu'une question de dialogue et de réconciliation. C'est aussi cela effectivement. Mais c'est aussi une lutte contre l'occupation et une lutte pour la justice.

Notre lutte de libération a de tout nouveaux « admirateurs » et en grand nombre, dont certains ont souvent comploté avec le régime d'apartheid. Il n'est pas surprenant que non seulement ils prétendent avoir participé à la lutte, mais encore qu'ils veuillent nous donner des leçons sur ce qu'a été notre lutte, et comment les appliquer à la lutte palestinienne pour la justice.

L'ANC doit se pencher sur la façon dont il peut, concrètement, [soutenir davantage la lutte palestinienne](#) pour la justice et l'autodétermination. Je crois que nous devons considérer très sérieusement l'[appel lancé par l'archevêque Desmond Tutu](#) et par beaucoup d'autres dans le monde, aujourd'hui. Quand l'université de Johannesburg a chargé une équipe de déterminer si l'université devait mettre fin à ses relations institutionnelles avec l'université Ben-Gourion d'Israël et imposer un boycott universitaire ([ce qu'elle a fait](#)), l'archevêque Desmond Tutu leur a écrit, leur disant :

« Ensemble, avec les personnes éprises de paix sur cette Terre, je condamne toute forme de violence, mais assurément, ne devons-nous pas reconnaître qu'un peuple enfermé, affamé et dépouillé de ses droits matériels et politiques fondamentaux, doit résister à son Pharaon ? Résister ne fait-il pas de nous des humains ? Les Palestiniens ont choisi, comme nous l'avons fait, les moyens non violents que sont [les boycotts, les désinvestissements et les sanctions](#) (BDS). »

Notre appel ce soir n'est pas un appel à la violence, ni à la lutte armée, notre appel est un appel à la non-violence et à la réconciliation. Historiquement, l'ANC a toujours réclamé un règlement pacifique et négocié. Nous disions aussi, cependant,

que si vous continuiez sur la voie de l'Apartheid, et que nous ne puissions vous arrêter, à tout le moins, vous le feriez alors sans notre consentement, sans notre accord en ce qui concerne l'économique, le culturel et le politique.

Camarades et amis, s'agissant de la justice pour les Palestiniens, de notre solidarité avec eux et de la coexistence de tous les peuples dans cette région, nous ne pouvons faire mieux que répéter les paroles de sagesse, exprimées avec une si grande clarté par notre propre dirigeant, Nelson Mandela :

« Quand, en 1977, les Nations unies ont voté la résolution inaugurant la Journée internationale de la solidarité avec le peuple palestinien, elles affirmaient reconnaître que des injustices et des violations flagrantes des droits humains étaient commises en Palestine. Dans la même période, les Nations-Unies ont pris une position forte contre l'apartheid et au fil des années, un consensus international s'est dégagé qui a contribué à mettre un terme à ce système inique. Mais nous ne savons que trop bien que notre liberté sera incomplète tant que les Palestiniens n'auront pas la leur, tant que ne seront pas résolus les conflits au Timor oriental, au Soudan et en d'autres parties du monde. L'Afrique du Sud est fière de faire partie de ce consensus international qui affirme le droit de la Palestine à l'autodétermination et à un État. Nous sommes déterminés à assumer notre humble contribution, dans les limites de nos ressources, pour aider à ce que la Palestine prenne sa juste place dans l'arène mondiale. » (11 août 1988)

« Les Sud-Africains comprennent la souffrance du peuple palestinien ; les Palestiniens continuent d'endurer l'humiliation et les difficultés économiques. Ceux qui vivent en exil, les réfugiés, ont été longtemps soutenus par leur espoir d'une fin au conflit, et de l'avènement d'un avenir meilleur. » (25 novembre 1988)

Voir notamment sur ce site :

[L'apartheid est en Israël plus qu'un système, c'est la conception même de l'État](#) – Pierre Galand – NPA

L'ancien président sud-africain, F. W. de Klerk, compare
l'apartheid d'Israël à celui de l'Afrique du Sud – Progressive
Alaska

Mettre l'Apartheid israélien au coeur de la cible de la campagne BDS européenne – José-Luis Moraguès

[Pourquoi le boycott universitaire de l'université Ben Gourion par l'Afrique du Sud s'est-il enraciné ? – S. Vally, L. Boctor](#)

[L'Apartheid à Hébron](#) – Letty Cottin Pogrebin – *The Jewish Forward*

[Le boycott d'Israël par l'Afrique du Sud](#) – Ronnie Kasrils

Le grand et le petit apartheid d'Israël : la signification
d'un Etat juif – Jonathan Cook

[Apartheid en Israël](#) – Jaume Saladrigas – *La Vanguardia* (Esp)

[L'Afrique du Sud et Gaza](#) – Alain Gresh – *Le Monde diplomatique*

[Apprendre de l'Afrique du Sud](#) – Savera Kalideen & Haidar Eid –
The Electronic Intifada

[Desmond Tutu plonge au cœur du conflit israélo-palestinien](#) –

Mehdi Lebouachera – *The Guardian*

« La deuxième intifida palestinienne » de Ramzy Baroud : Appel à souscription

Traduction assurée par l'équipe du site

<http://www.Info-Palestine.net>

UN LIVRE POUR MIEUX COMPRENDRE LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

« [...] Ce livre se veut un moyen de construire une position palestinienne indépendante, sans aucune allégeance vis-à-vis d'aucun parti politique ou individu, ni aucune organisation officielle. En cela, il se veut simplement une tentative de se référer aux mêmes principes que ceux des innombrables réfugiés vivant dans des camps confinés et surpeuplés où avec fierté la liberté est chérie plus que la vie. » RAMZY BAROUD

**Réservez ce livre dès à présent ! Téléchargez ici le
formulaire pour la souscription (pdf – 445 ko)**

Voici ce qu'écrit Ramzy Baroud en introduction de son livre :
« La Deuxième Intifada palestinienne restera durablement gravée dans l'Histoire comme l'époque où les règles du jeu ont été profondément transformées. Cette période a connu le choc des nombreux jeunes qui se faisaient volontairement exploser ainsi que la honte de l'érection d'un des plus grands murs dans l'Histoire pour créer ainsi une séparation permanente entre deux peuples... »

Dans son Introduction, il nous présente l'ouvrage : « [...] Le premier chapitre, intitulé L'Intifada éclate, couvre la fin de 2000 et l'année 2001 [...] Le chapitre 2 intitulé Une Intifada internationale, traite des événements de 2002 [...] de la solidarité internationale toujours croissante [...] Le troisième chapitre, Appel à des réformes, traite [...] de la corruption au

sein de l'Autorité Palestinienne [...] et comment une telle corruption a été instrumentalisée par Israël et les États-Unis [...]. Le chapitre 4, De profonds changements, d'insurmontables défis, rappelle les nombreux événements [...] de l'année 2004, depuis le rejet par Israël de l'avis rendu par la Cour internationale de Justice sur l'illégalité du Mur israélien de séparation, jusqu'à la mort du dirigeant palestinien Yasser Arafat. En conclusion, le chapitre 5, La fin de l'Intifada ?, aborde les nombreuses questions de 2005 qui ont conduit à la fin du soulèvement. »

COURTS EXTRAITS

[...] J'étais un lycéen adolescent lorsque la Première Intifada palestinienne a éclaté en décembre 1987. Pendant que les médias dans le [...] J'étais étudiant aux États-Unis lorsque la Deuxième Intifada palestinienne a éclaté en septembre 2000.

Les médias se sont à nouveau fait concurrence pour interpréter, bien ou mal, les causes de la violence. Les Palestiniens furent dûment critiqués et condamnés. Chaque média crachait un discours haineux et venimeux, ramenant les Palestiniens au rôle qui leur était attribué par le récit officiel israélien – c'étaient des délinquants, violents par nature, politiquement complices et manipulateurs, retors et avant tout des terroristes. C'était une tâche difficile que de contrer ces interprétations malhonnêtes mais universellement reprises. Aux yeux de la majorité des Américains, si ce n'est aux yeux du monde, les Palestiniens avaient été criminalisés par des décennies d'une propagande implacable élaborée de façon si minutieuse que sa remise en question semblait un effort tout à fait futile. [...]

Ramzy BAROUD, journaliste et écrivain américano-palestinien connu au niveau international, est également rédacteur en chef du site Internet [The Palestine Chronicle](http://www.thepalestinechronicle.com), une source irremplaçable d'informations et d'analyses sur le conflit israélo-palestinien. Il a enseigné la communication à la *Curtin University of Technology* australienne, Campus de Malaisie.

Ramzy Baroud est également ancien responsable du département de recherches et d'études d'Aljazeera.net en version anglaise. Il est l'auteur de plusieurs livres, son dernier volume étant *My Father Was a Freedom Fighter : Gaza's Untold Story* (Pluto Press, Londres, 2010).

Ses livres ont été traduits en plusieurs langues. Il réside actuellement aux Etats-Unis.

Pour en savoir plus sur Ramzy Baroud : consulter le site Web <http://www.ramzybaroud.net>

Joss DRAY, photographe et écrivaine française, est l'auteure des photos illustrant cet ouvrage, extraites de son travail pendant la Campagne des missions civiles pour la protection du

peuple palestinien, de 2001 à 2004 en pleine Seconde Intifada.

Ses multiples reportages, dont ceux sur la destruction du camp de réfugiés de Jénine par l'armée israélienne en 2002, ont servi à plusieurs expositions photographiques dont *Mémoires de Jénine, 1989-2002*, sur les traces d'Arna Mer, résistante israélienne ayant créé un théâtre pour enfants à l'intérieur du camp de réfugiés.

Elle a participé à plusieurs ouvrages, dont *Femmes aux mille portes* (avec Leïla Houari, éd. EPO-Syros, 1996), *La guerre israélienne de l'information, Désinformation et fausses symétries dans le conflit israélo-palestinien* (avec Denis Sieffert, éd. La Découverte, 2002), *Le coeur en friche*, éd. La Dispute 2004.

Plus sur Joss Dray : http://hoka.free.fr/HOKA_CUEILLEUR...

Alain GRESH, qui signe la préface de ce livre, est l'actuel directeur adjoint du mensuel *Le Monde diplomatique* après avoir occupé le poste de rédacteur en chef jusqu'en 2005.

Spécialiste reconnu des questions du Proche-Orient, il est l'auteur et coauteur de nombreux ouvrages : *Palestine 47, un partage avorté* (avec D. Vidal, éd. Complexe, 1994), *Les 100 portes du Proche-Orient* (avec D. Vidal, éditions de l'Atelier, 1996, rééd. Hachette Les 100 clés du Proche-Orient, 2006), *L'islam en questions* (avec T. Ramadan, Actes Sud, 2000), *Israël, Palestine : Vérités sur un conflit* (Fayard, 2001, rééd. actualisée, 2010), *L'Islam, la République et le Monde* (Fayard, 2004), *1905-2005 : les enjeux de la laïcité* (L'Harmattan, 2005), *De quoi la Palestine est-elle le nom ?* (éd. Les Liens qui libèrent, 2010).

Le blog d'Alain Gresh : <http://blog.mondediplo.net/-Nouvell...>

DESCRIPTIF DU LIVRE :

Format 14 x 21 cm, 256 pages, 5 chapitres annotés (avec citation des sources), broché.

Couverture quadri avec rabats de protection.

Préface et présentation par Alain Gresh du Monde diplomatique
(voir ci-contre).

Photographies N/B de Joss Dray réalisées durant la Seconde
Intifada, de 2001 à 2004.

Index chronologique des événements, avec les relevés statistiques des victimes, repères bibliographiques.

ISBN 978-2-9534496-6-2.

Prix de vente public : 20 euros.

SCRIBEST PUBLICATIONS – BP 10077 – F-67802 BISCHHEIM CEDEX

Rencontre avec deux militants

LGBT palestiniens

Compte rendu de rencontre du 20/03/12 avec 2 militants LGBT palestiniens

-Haneen Maikey

-Ramsy Kumsieh

sur le thème du « Pinkwashing » ou comment Israël utilise la cause LGBT pour faire sa promotion, comme un état ouvert, un paradis pour les gays, un pays qui respecte les droits de l'Homme et la diversité.

Haneen et Ramsy sont tous deux militants queer dans l'association palestinienne « Al-Qaws », Haneen la dirige. Cette association lutte à la fois contre l'homophobie dans les sociétés palestiniennes mais aussi contre l'occupation. Al-Qaws est engagée au sein de la campagne BDS.

Histoire du mouvement LGBT palestinien :

-1ère Intifada, en 1987

C'est là que tout a commencé. Israël a menacé les militants palestiniens anti-sionistes de divulguer leur vie intime (alcool, sexe hors mariage, homosexualité, drogue) à la société palestinienne conservatrice, ceci afin de les obliger de cesser toutes activités militantes.

Suite à cette période de délation beaucoup de palestiniens se sont mis à considérer les homosexuel(le)s comme des traîtres.

-Vers 1988-89

Les groupes LGBT palestiniens ont commencé à s'organiser et à faire du bruit; Leur principales modèles étaient les mouvements LGBT israéliens et occidentaux.

-En 2001

Le mouvement gay palestinien a commencé à voir le jour mais dans le cadre d'une organisation israélienne.

A cette même période un groupe de lesbiennes « Aswat » a commencé à s'organiser.

-En 2007

Le mouvement gay palestinien décide de prendre son indépendance des mouvements LGBT israéliens pour rencontrer sa propre spécificité : celle d'être LGBT mais aussi palestinien!

Et pour apporter des réponses spécifiques à la société palestinienne et la changer de l'intérieur.

Ramzy dit d'ailleurs qu'il ne voit pas son homosexualité comme une « identité » tel qu'on l'entend en Israël et en occident. Pour lui le combat est plus sur le terrain des droits (et de l'égalité) que de la reconnaissance identitaire. Un combat qu'il rapproche de celui qu'il mène contre le sionisme. Il dit d'ailleurs avoir commencé à s'impliquer dans le mouvement LGBT palestinien lorsque celui-ci y a intégré le politique : un combat à la fois contre les discriminations LGBT et contre l'occupation israélienne.

Cependant les luttes du mouvement LGBT palestinien sont difficiles à mener dans un environnement où la nécessité est de survivre à un système colonial et d'apartheid.

De plus les connexions entre les LGBT des différentes régions de Palestine sont extrêmement compliquées car les territoires sont fragmentés et l'occupation rend très difficiles (et parfois impossible) les déplacements d'un territoire à l'autre.

Principe du « Pinkwashing » :

L'idée de base du Pinkwashing israélien est de valoriser largement la vie gay et la condition des gays en Israël tout en dénigrant implicitement le tout jeune mouvement LGBT palestinien et la condition des gays arabes. L'idée étant de jouer sur l'imaginaire coloniale de l'occident civilisé (dont ferait partie Israël) : démocratique, défenseur des droits des minorités sexuelles, face à un peuple arabe barbare, arriéré, sexiste, mysogine.

A travers sa communauté LGBT Israël se présente comme défenseurs des droits humains et fait oublier de cette manière les violations des droits de l'Homme qu'elle fait subir au peuple palestinien.

Deux refuzniks israéliens expliquent pourquoi ils soutiennent le BDS

Le Mouvement BDS

Notre difficulté à comprendre la réalité complexe de la Palestine et Israël était fondée sur la difficulté de reconnaître que des crimes étaient commis en notre nom, quotidiennement, du fait d'être citoyens israéliens. Nous sommes nés comme citoyens israéliens, et pour cette raison, on a pris la décision pour nous que nous devons supporter le fardeau du financement de l'occupation. Avec le temps, nous sommes arrivés à la compréhension qu'aussi longtemps que ces crimes continuaient, ils seront commis en notre nom et à nos frais.

Pour cette raison, nous sommes arrivés à la conclusion que nous devons diriger nos efforts à y mettre fin, plutôt que de sombrer dans des sentiments futiles de culpabilité et de honte.

Comme citoyens d'Israël (et comme Juifs) on nous a demandé de participer à l'occupation – au-delà du soutien financier – en rejoignant l'armée israélienne. Quand nous avons compris qu'en rejoignant l'armée israélienne, on soutiendrait une occupation criminelle et on soutiendrait le refus des droits élémentaires, personnels et collectifs à la nation palestinienne, nous avons décidé de prendre une position publique et de refuser de servir l'occupation et l'apartheid israélien.

Il est raisonnable d'assumer que nous serons emprisonnés pendant quelques mois à cause de cette décision, avant d'être finalement libérés de l'obligation de faire le service militaire. C'est le prix que nous avons choisi de payer pour provoquer la fin du statu quo, dans lequel nous coopérons

personnellement aux crimes commis par l'Etat d'Israël. Notre refus ne mettra pas fin à l'occupation et l'apartheid continuera probablement à se développer, mais nous pouvons faire en sorte de secouer un peu le système et d'apporter notre critique dans le discours public.

Mais ce ne sont pas seulement les Israéliens qui participent – activement ou passivement – à l'occupation et aux crimes de guerre commis par Israël. Des organisations puissantes avec des intérêts puissants alimentent l'occupation en lui envoyant de l'argent et en soutenant politiquement les actions d'Israël ; ce sont des entreprises, des commerçants d'armes, des organisations politiques extrémistes et des fanatiques d'Amérique, d'Europe et d'autres endroits. Nous sommes tristes de dire que les administrations US continuent aussi à financer les crimes de guerre d'Israël. Mais nous pouvons agir ensemble, dans le monde entier, en condamnant le financement et la légitimation du gouvernement d'Israël, et finalement provoquer la fin du soutien international à sa politique.

Nous, en tant que communauté, pouvons provoquer la fin de la normalisation de l'occupation.

Chacun de nous, bien sûr, choisit le moyen qu'il juge le plus adéquat pour combattre les crimes d'Israël – mais en ce moment, il semble que la politique palestinienne souhaite observer le BDS – Boycott, Désinvestissements, Sanctions – dirigé contre les entreprises et les institutions israéliennes. Le BDS est la réalisation d'un appel de Palestiniens publié en 2005, qui depuis est devenu l'outil central dans la lutte non violente contre la violation israélienne des droits humains.

Comme nous l'avons dit plus haut, ce mouvement cherche à réaliser trois choses par des moyens de sa lutte non violente : la promotion du droit au retour des réfugiés palestiniens, la fin de l'occupation des Territoires palestiniens occupés, et la fin contre la discrimination des Palestiniens qui vivent en Israël.

Se défaire d'une occupation est un processus délicat,

complexe, et multiface, mais nous devrions tous et pouvons tous prendre part à sa disparition. Le moyen que nous avons choisi, Noam et Alon pour se défaire de l'occupation est en déclarant publiquement notre refus de servir dans l'armée, en même temps que le militantisme et le soutien de l'appel BDS palestinien.

Les citoyens dans le monde qui ont la possibilité de boycotter Israël devrait accorder une réflexion à l'appel palestinien et essayer de s'y rallier – chacun d'entre nous dans sa propre communauté, au mieux de nos capacités – et ne pas laisser une condamnation passive de la politique d'apartheid d'Israël suffire. On devrait plutôt choisir un moyen actif pour stopper les crimes d'Israël.

+++++

Au sujet de Noam Gur et Alon Gurman

Noam Gur, 18 ans, Qiryat Motzkin, refuse de servir dans l'armée d'occupation et sera probablement emprisonné le 16 avril 2012.

Alon Gurman, 19 ans, Tel Aviv, refuse de servir dans l'armée d'occupation et sera probablement aussi emprisonné le 16 avril 2012.

Posté sur [Activism](#), [Arab Spring](#), [BDS](#), [Israel/Palestine](#), [Israeli Government](#), [Middle East](#), [Nakba](#), [Occupation](#), [On the ground reports](#), [US Politics](#)

Rencontre débat sur le pinkwashing contre les

palestiniens le 20/03 (BDS)

Je vous adresse une invitation (en pièce jointe) pour une rencontre et un espace de réflexion sur les stratégies de communication de l'Etat d'Israël contre les palestiniens.

J'appartiens à un collectif de militants issus d'horizons différents qui avons déjà organisé une rencontre sur le thème de l'instrumentalisation des combats féministes et LGBT à des fins racistes contre les populations musulmanes, des quartiers populaires, noires et arabes. Cette manipulation politique, loin de se limiter à la France, trouve son paroxysme dans la communication de l'Etat d'Israël à l'international. Se créant une réputation de « paradis gay » soucieux des droits humains, Israël peut continuer d'opprimer les palestiniens sur la justification qu'ils seraient un peuple rétrograde et barbare.

Cette rhétorique fonctionne à merveille.

Pour construire la riposte en France et au delà, il est temps de s'enrichir des réflexions de celles et ceux qui, lassé-e-s qu'on parle en leur nom, tentent de déjouer cette variante gay-friendly de la guerre « juste ».

Haneen Maikey sera parmi nous le 20 mars ! Cette militante queer dirige l'association palestinienne Al-Qaws qui est un exemple au sens où ses membres luttent à la fois contre l'homophobie dans les sociétés palestinienne et israélienne et contre l'occupation, le racisme des israéliens. Al-Qaws est engagée au sein de la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) dont elle viendra nous rendre compte.

Nous comptons sur votre présence.

Noria

Combattre le Pinkwashing

Au coeur du mouvement queer arabe

Un repas de soutien à la Rôtisserie nous a permis de largement financer la venue exceptionnelle de

Haneen Maikey et Ramzi Kumsieh

Ces militant•e•s palestinien•ne•s sont membres de l'association Al-Qaws pour la diversité sexuelle et de genre dans la société

palestinienne, et participent activement à la campagne Palestinian Queers for BDS (appel de la société civile palestinienne au

boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre

l'apartheid et l'occupation de la Palestine).

Rencontre-débat avec
Haneen Maikey et Ramzy Kumsieh
le mardi 20 mars 2012 à 19h
au Vieux-Saumur (1er étage)

10 rue de Belleville – 75020 – Paris – M°Belleville

L'Europe entière est le terrain d'une large opération de
cooptation
des mouvements féministes, queers et « LGBT » blancs par les
forces
réactionnaires à l'offensive contre les musulmans, les
immigrés, et toutes
les personnes non-blanches en général.

The Guardian a notamment
souligné que la formation d'extrême droite britannique English
Defense

League compte plus de 115 membres au sein de sa commission
gay.

D'autre part, en Allemagne, la Fédération gay et lesbienne a
émis des
déclarations qui pointent explicitement les musulman•e•s comme
les ennemi•e•s de la « communauté gay ».

En France, par exemple, le
7 mai 2011 le mouvement des identitaires appelait à un kiss-in
devant

la « grande mosquée » de Lyon pour « combattre l'homophobie
dans les
pays islamiques, et l'homophobie d'une petite minorité de
musulmans

en France. » Plus largement, l'argument qui associe
l'homophobie et
le sexisme aux communautés issues de la colonisation participe
d'une
nouvelle dynamique raciste, et tend à opposer durablement les
combats

antiracistes aux luttes contre les oppressions sexuelles et de genre.

Et il ne faudrait pas sous-estimer la part active des groupes « LGBT » dans l'élaboration de ce dispositif idéologique : ce qu'il faut mettre en discussion, c'est tout un répertoire de tactiques qui s'inscrivent dans un militantisme occidental hégémonique, des modes de visibilisations aux solidarités internationales.

Car cet alignement se fait aussi en appui du redéploiement de l'impérialisme. Bien au-delà de l'Europe, cette rhétorique s'érige déjà en stratégie de guerre. Selon The New York Times, dès 2005, et ce avec l'aide de directeurs marketing américains, le gouvernement israélien a déployé une vaste campagne, « Brand Israel », en direction principalement des hommes entre 18 et 34 : cette campagne a été mise en oeuvre en vue d'offrir à cet État colonial un visage attractif et moderne. En 2009, The Israel Project a publié un dictionnaire des « mots qui marchent » pour défendre la politique d'Israël en mettant l'accent sur le fait que la « démocratie » israélienne respecte « les droits des femmes ».

Ce plan marketing s'est progressivement dirigé à l'attention de la « communauté LGBT ». Dès lors, en 2010, ce sont 90 millions de dollars qui ont été investis par l'office de tourisme de Tel Aviv pour se donner des allures de destination

de vacances
sur mesure pour les gays du monde entier. Ce type de
financement
fleurit, souvent à la faveur d'un arsenal culturel, pour
donner un visage
gay-friendly à Israël. Les ambassades israéliennes financent
des festivals
de films gays et lesbiens, aux États-Unis comme en Europe. En
France, la
venue d'une cinéaste israélienne au festival de films
féministes et lesbiens
Cineffable avait donné lieu à un partenariat entre les
organiseurs
et organisatrices du festival et l'ambassade d'Israël –
l'ambassade
finançait en effet la venue de la cinéaste.

La campagne pour le Boycott
culturel de l'État d'Israël (PACBI) a révélé en 2008 que les
contrats qui
relient les artistes Israélien•ne•s à leur gouvernement,
lorsque celui-ci
finance leur déplacement, contiennent une clause qui définit
le but de la
collaboration : « promouvoir les intérêts politiques de l'État
d'Israël [...] et
créer une image positive d'Israël. »

Un mouvement grandissant à l'échelle internationale dénonce
cette
tactique de pinkwashing : une stratégie délibérée pour
occulter la
violation systématique des droits des Palestinien•ne•s
derrière un
visage moderne, symbolisé par la vitalité des espaces gay en
Israël.

Ces redéploiements impérialistes comme cette régénérescence du

racisme impliquent de nouvelles analyses et des discussions
stratégiques
pour questionner les modes d'organisation LGBT et féministes
occidentaux hégémoniques. C'est à cette nécessaire remise en
cause que
s'attèle Al-Qaws depuis la Palestine et au sein d'un réseau
plus large de
mouvements queer arabes.

Pétition pour le boycott des entreprises militaires israéliennes au salon Aéromart (Toulouse)

Pétition mise en ligne le 14/03/2012 par : Campagne lancée,
dans le cadre de la campagne BDS-France-Sud-Ouest,

par les associations : Couserans Palestine, Comité Palestine
12 Sud-Aveyron Millau et Saint-Affrique ; Comité Palestine de
Rodez, BDS-Comminges, Gers Palestine, NPA 32, Collectif
Palestine Libre – Toulouse, le Croissant Fertile, Stop
apartheid, Collectif Palestine 65 – AFPS, Comité Palestine
Figeac, Comité Palestine 47, Comité Palestine 81, COT, MAN 81,
NPA Albi, PG 81, AFPS 82, Collectif Palestine Volvestre, UJFP
et le Collectif Solidarité Palestine 31 (AP31, AFPS, CCFD,
CCIPPP, Le Cri, Génération Palestine, GUPS, Collectif «La
guerre tue», LDH, Maison de Quartier de Bagatelle, Mouvement
de la Paix(Comité 31), MRAP, Parténia, Stop Apartheid
Toulouse, FSU, Solidaires, UD-CGT, Les Alternatifs, C&A, EELV,
FASE, MJCF, Motivé-e-s, NPA, PCF, PG, Partit Occitan)

Elle sera envoyée à : M. M. Malvy, Président du Conseil
Régional de Midi-Pyrénées, 22, boulevard du Maréchal-Juin, 31406
Toulouse Cedex 9

Elle prendra fin le : 22/04/2012

[Signez la pétition ici](#)

C'est dans le cadre de la Campagne de Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS-France) pour dénoncer l'illégalité et la violence de l'occupation israélienne en Palestine et l'apartheid imposé par Israël, reconnu en novembre 2011 comme crime de guerre par le Tribunal Russe, et dénoncé devant la Commission des affaires étrangères, en décembre 2011 par le Rapport Glavany sur la Géopolitique de l'eau, que nous vous interpellons au sujet de la Convention d'affaires Aéromart 2012, qui doit se dérouler à Toulouse en décembre prochain, et dont vous êtes les organisateurs principaux en tant que Présidents du Conseil Régional de Midi-Pyrénées et de Midi-Pyrénées Expansion.

Au moins 7 entreprises israéliennes (1), équipant les forces armées militaires israéliennes, sont annoncées comme participantes ; soit 7 entreprises ayant permis, entre autres, techniquement à leur Etat une offensive meurtrière sur Gaza en hiver 2008/2009 : des crimes de guerre voire contre l'humanité reconnus par l'ONU (Rapport Goldstone en octobre 2009).

[1 362 participations]

Plus d'infos

Les signataires de ce courrier, s'appuyant sur l'argumentaire développé ci-après, vous demandent instamment de vous assurer que ces entreprises ne participeront pas à Aéromart 2012 et, ainsi d'être fidèle à l'esprit de l'engagement écrit en date du 1er février 2011, de M. M. Malvy, selon lequel « les PME [de Midi-Pyrénées] accompagnées [dans le cadre de la mission économique 2011 de la Chambre de Commerce France-Israël] ne

doivent pas être du secteur de la défense et de la sécurité. »
: cette exigence d'exclusion des secteurs de la défense et du
sécuritaire, ne devrait-elle pas s'appliquer aux institutions
qui la notifient et aux entreprises que ces institutions
reçoivent ?

1. M. Malvy avançait son devoir de créer des emplois au niveau régional, lors de rencontres avec les organisations régionales de solidarité internationale engagées auprès du peuple palestinien.

Il s'agissait alors du soutien apporté par le Conseil Régional de Midi-Pyrénées à la Chambre de Commerce France-Israël, pour la réalisation de missions économiques visant à développer les relations entre entreprises de la région et Israël, au risque que les premières contribuent directement ou indirectement à la politique coloniale israélienne.

A l'heure avancée du développement durable et de la remise en cause profonde du modèle économique dominant, nous, citoyen-ne-s et habitant-e-s de la région Midi-Pyrénées, questionnons le sens d'une politique de développement économique régional qui s'appuierait sur l'oppression. La région Midi-Pyrénées est dotée de nombreuses autres niches économiques.

Nous vous interpellons donc sur la tenue d'Aéromart 2012 et spécifiquement sur la participation des entreprises israéliennes susmentionnées (1), qui promeut des technologies faisant sortir la Région Midi-Pyrénées de son champ de compétences exclusivement civil.

2. La région Midi-Pyrénées, à travers ses coopérations, soutient avec conviction le peuple palestinien.

Nous le reconnaissons. Pour autant, nous nous questionnons sur la durabilité de tels soutiens si parallèlement des entreprises² qui produisent les moyens de destruction des réalisations issues de ces coopérations ont voix au chapitre au niveau régional.

Ainsi, en est-il de l'accès à l'eau qui fait partie de ces coopérations alors que cette ressource fait l'objet :

- d'appropriation en toute illégalité au regard du Droit international dans le cadre de la construction du Mur par l'Etat d'Israël,
- de destruction des infrastructures pour permettre l'approvisionnement en eau potable lors des massacres commis dans la bande de Gaza à l'hiver 2008/2009 ou pour les bédouins au Néguev.

Ainsi, en est-il du droit à l'éducation qui fait l'objet de ces coopérations avec l'attribution de bourses à des étudiants, alors que les lieux d'éducation sont sur place détruits (rappelons pour mémoire la destruction du Ministère palestinien de l'Education à Ramallah lors de l'opération Rempart en 2002) ou que l'accès à ces lieux est entravé par des centaines de check-points.

Messieurs les Présidents, nous, organisations, associations ou citoyens de la Région Midi-Pyrénées, signataires de cette lettre, sommes engagés dans la création d'une société qui au quotidien est vigilante sur ce qu'elle construit concrètement en matière de solidarité et justice sociale nationale et internationale.

A ce titre, nous ne souhaitons pas être engagés par l'oppression qu'un Etat hautement militarisé impose à son voisin.

C'est pourquoi, puisque vous êtes nos représentants officiels et que vous faites usage de l'argent public, nous vous demandons de vous assurer que ces 7 entreprises ne participeront pas au salon Aéromart 2012. Dans le cadre des valeurs que nous défendons avec vous, celles-ci ont une place particulière en ce qu'elles participent à une activité grandement symbolique en matière d'injustice. Or il s'agit bien de construire dès aujourd'hui cette société de demain que depuis toujours nous espérons juste.

En vous remerciant de votre attention et en restant dans

l'attente de votre réponse

1 Aeromoz corp, Amicell-Amit industries, Elbit systems, Israel Aerospace Industries, Matechet Carmel LTD, Kanfit LTD, Orbit technologies LTP

2 Par exemple Elbit systems :

<http://www.whoprofits.org/company/elbit-systems>

Texte de la pétition

2 Par exemple Elbit systems :

<http://www.whoprofits.org/company/elbit-systems>

Action BDS à Carrefour, Ménérol (63)

CR Action BDS à Carrefour, Ménérol (63), 3 mars 2012

Le samedi 3 mars, nous étions 36 militants (AFPS, CGT, NPA, PCF, PG, ATTAC, EELV, Alterekolo, Cimade, Front de Gauche, FSU, UPC63, UTOPIA, SUD, dont deux élus locaux) de la **Coalition 63 Contre les Produits des Colonies Israéliennes** (25 organisations *), avec chasubles et pancartes BDS, à 9h45 devant l'entrée principale de la grande surface **Carrefour Ménérol (Riom sud, 63)**. Cette action avait été soigneusement préparée suite à l'attitude des vigiles lors de la visite précédente. L'Union locale CGT de Riom a participé à cette action, après qu'un représentant de la Coalition l'ait annoncée lors du rassemblement de la journée syndicale du 29 février, devant l'hôpital de Riom.

Après installation de 6 drapeaux palestiniens, et d'un panneau « Palestine de 1947 à 2010 », nous avons eu les visites d'un,

puis d'un autre policier en civil qui nous ont demandé un exemplaire du tract et ont constaté le caractère pacifique de notre action. Puis quelques chanteurs de la chorale festive et militante « **Les Gaperons rouges** » nous ont fait entendre à **3 reprises leur chanson « Palestine »** sur l'air de « Potemkine » (paroles et musique sur <http://www.gaperons-rouges.fr/>). Le tractage et la signature de la pétition ont reçu un bon accueil du public (**800 tracts distribués, 150 signatures recueillies**). « **La Montagne** » a couvert l'évènement (voir **). **La coalition dispose à ce jour d'environ 1750 signatures de la pétition** de la Coalition, demandant aux commerçants du 63 de retirer de la vente les produits fabriqués dans les colonies israéliennes en territoires occupés palestiniens.

(*) **Coalition 63 Contre les Produits des Colonies Israéliennes (CCPCI63, ex-Soda-Club):** *Alter Ekolo 63, Association des Amis du temps de cerises, Association Des Elus Communistes et Républicains 63, Association France Palestine Solidarité 63, ATTAC 63, CIMADE 63, Confédération Générale du Travail-Union Départementale 63, CGT-Union Locale-Clermont-Ville, CGT-Union Locale-Riom, Espaces Marx 63, Fédération Syndicale Unitaire (FSU) 63, Europe Ecologie Les Verts Auvergne, Libertat Auvergha, Ligue des Droits de l'Homme 63, MRAP 63, Mouvement de la Paix-Comité 63, Nouveau Parti Anticapitaliste 63, Parti Communiste Français-Fédération 63, PCF-Section Duclos, Parti de Gauche, Solidarité-Tchéchénie 63, Union Syndicale SOLIDAIRES (SUD)-Auvergne, UNEF Auvergne, Université Populaire et Citoyenne (UPC63), UTOPIA 63.*

(**) <http://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/departement/pu-y-de-dome/2012/03/03/la-coalition-contre-les-produits-des-colonies-israeliennes-a-manifeste-1105738.html>

Plainte à Bordeaux: nouvelle action à Auchan !

Samedi 25 février, BDS France Bordeaux a mené une nouvelle action à Auchan Meriadeck .

Cette action s'inscrit dans un cadre plus large d'actions, réfléchi et répété, en direction d'Auchan depuis an. [Une plainte avait été remise au procureur du tribunal de bordeaux pour fraude à l'origine.](#)

Nous l'avons symboliquement remis au directeur d'Auchan lors d'une action.

Le tribunal nous a annoncé que le résultat de l'enquête a été repoussé à fin juillet (alors qu'initialement prévu pour novembre 2011).

En effet, l'enquête a été relancé au 31/01 car de nouvelles infos mettent en cause fortement Auchan selon le tribunal.

Le procureur a fait appel au service « concurrence et protection des consommateurs » de la Direction Départementale de la Protection des Populations.

A suivre!

Lettre ouverte au Deutsches Theater de Berlin

En participant au projet commun « DIEBE » avec le Théâtre Cameri de Tel Aviv, vous aussi, vous vous feriez le défenseur de la politique israélienne sur le processus en cours de colonisation, destruction environnementale de la terre palestinienne, de vol de son eau et d'exploitation de ses

ressources. Tel serait le signal que vous enverriez à la fois à l'opinion publique palestinienne, israélienne et aussi internationale.

**Deutsches Theater
Schumannstrasse 13a
10117 Berlin**

Berlin, le 27 février 2012

Mesdames et Messieurs,

Nous vous écrivons cette lettre pour vous demander d'annuler votre représentation de « DIEBE » (« Voleurs ») avec le Théâtre Cameri de Tel Aviv les 17 et 18 mars 2012.

Depuis des décennies, Israël viole systématiquement les droits humains des Palestiniens. Israël maintient les Palestiniens en Cisjordanie sous la loi militaire israélienne, sans droits civils, Israël poursuit le siège illégal de Gaza, dénie le droit au retour et à l'indemnisation des réfugiés palestiniens, droit consacré par les Nations-Unies en 1948, et cet État a adopté des dizaines de lois discriminatoires, d'apartheid, à l'intérieur d'Israël (1).

Ces violations, documentées par des organisations des droits

de l'homme telles qu'Amnesty International et Oxfam (2), sont depuis longtemps reconnues illégales par les Nations-Unies.

Le Théâtre Cameri se présente lui-même comme participant à cette politique. Par sa contribution à l'inauguration du Centre culturel, dans la colonie israélienne d'Ariel, colonie illégale en territoire palestinien occupé, en novembre 2010 (3), le Théâtre a aidé à cimenter l'occupation israélienne de la terre palestinienne. Le Théâtre Cameri s'est relégué lui-même au rang de valet de la politique israélienne (4).

En participant au projet commun « DIEBE » avec le Théâtre Cameri, vous aussi, vous vous feriez le défenseur de la politique israélienne sur le processus en cours de colonisation, destruction environnementale de la terre palestinienne, de vol de son eau et d'exploitation de ses ressources (5). Tel serait le signal que vous enverriez à la fois à l'opinion publique palestinienne, israélienne et aussi internationale.

La violation du droit international concernant les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés n'est pas contestée, et soit dit en passant, même par le Gouvernement fédéral et les Affaires étrangères. Lors de la conférence de presse du gouvernement du 2 novembre 2011, il a été déclaré... *« Nous pensons qu'il se poursuit en fait une évolution inquiétante. L'attitude du Gouvernement fédéral sur la question des activités de colonisation israéliennes est claire : l'activité de colonisation dans les territoires occupés est illégale en vertu du droit international... »* (6).

De la même façon, le ministère des Affaires étrangères a publié sur son site officiel : *« En termes d'acquisitions de biens ou d'investissements dans les colonies, il doit être noté que, pour le Gouvernement fédéral, les colonies sont illégales en vertu du droit international... »* (7).

Un certain nombre d'artistes et d'intellectuels israéliens ont

également pris position en refusant de se produire dans la colonie illégale d'Ariel (8). Ils ont reçu, venant du monde entier, le soutien de plus de 150 artistes et intellectuels (9).

Ces artistes, internationaux et israéliens, répondaient positivement à la Campagne palestinienne pour les boycotts universitaire et culturel d'Israël ([PACBI](#)).

Depuis avril 2004, la Campagne palestinienne pour les boycotts universitaire et culturel d'Israël appelle les intellectuels et universitaires du monde entier à boycotter, totalement et systématiquement, toutes les institutions universitaires et culturelles israéliennes qui coopèrent avec le système d'injustice de l'État et adoptent ses objectifs politiques, aussi longtemps que dureront l'occupation, la colonisation et le système d'apartheid israéliens (10).

C'est en faisant ainsi que vous aussi, vous apporterez votre contribution concrète à la fin du conflit. En 2006, une nette majorité d'artistes créateurs palestiniens, soutenus par des centaines d'artistes internationaux, a lancé un appel à tous les artistes et cinéastes ayant le sens des responsabilités à rejoindre le boycott culturel institutionnel contre Israël pour protester contre la violation constante du droit international par les gouvernements israéliens (11). En réponse, le célèbre artiste et auteur britannique, John Berger, a publié une déclaration, qui fut approuvée par nombre d'artistes, écrivains et cinéastes internationaux, par laquelle il appelle tous ses collègues du monde entier à rejoindre l'appel pour un boycott culturel (12).

Joignez-vous à cet appel ! Contestez, avec l'art de votre Théâtre, la politique israélienne de privation des droits des Palestiniens ! Contestez aussi ceux qui se font les partisans de cette politique.

Merci d'avoir la gentillesse de nous répondre.

Contact : bdsmovement-Berlin@web.de

Bien à vous

Notes :

- (1) – <http://www.adalah.org/eng/backgroun...>
- (2) – <http://www.amnesty.org/en/news-and-...>
- (3) – <http://www.icj-cij.org/docket/files...>
- (4) – <http://www.faz.net/frankfurter-allg...> et
<http://www.faz.net/aktuell/feuille...>
- (5) – <http://www.ndr.de/unternehmen/press...>
- (6) – <http://www.bundesregierung.de/Conte...>
- (7) – <http://www.auswaertiges-amt.de/DE/A...>
- (8) – <http://www.haaretz.com/print-editio...>
- (9) – <http://jewishvoiceforpeace.org/camp...> et
<http://www.guardian.co.uk/world/201...>
- (10) – <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>
- (11) – <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>
- (12) – <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>

Signataires :

[BDS Gruppe Berlin](#)

[Berlin Academic Boycott \(bab\)](#)

Berliner Bündnis für Gaza

[Deutsch-Palästinensischer Frauenverein e.V.](#)

[Frauen in Schwarz \(Wien\)](#)

[Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost e.V. \(EJJP-Germany\)](#)

[Kritische Jüdische Stimme \(Österreich\)](#)

Kritische Juden und Israelis

Nahostkomitee in der Berliner FRIKO

[Palästinakomitee Stuttgart](#)

Paula Abrams-Hourani, Gründerin Frauen in Schwarz, Wien

Agnes Bennhold, Heidelberg, Mitglied im Heidelberger

Friedensratschlag

Kelvin Bland RIBA, APJP (BDS in England)

Ruth Edmonds MSc, Israeli citizen
Eran Efrati, Israeli citizen
Sylvia Finzi
Ruth Fruchtman
Iris Hefets, Israeli citizen
Gerhilde Merz, Kommission Israel-Palästina in Pax Christi
Österreich
Ofer Neiman, Israeli citizen, Jerusalem
Prof. Dorothee Roer, Palästina Forum Nahost Frankfurt/M.
Dr. Ingo Roer , Palästina Forum Nahost Frankfurt/M.
Yonatan Shapira, Israeli citizen
Marlene Stripecke
Maya Wind, Israeli citizen
Attia Rajab
Verena Rajab

27 février 2012 – [BDS ALLEMAGNE](#) – traduction : JPP

Source: info palestine

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=11858

Engagement de BDS Maroc au sein de la campagne “STOP TGV!”

Nous partageons avec toutes les associations signataires de la pétition STOP TGV la conviction que le projet de ligne à grande vitesse est contraire aux intérêts des citoyen(ne)s qui n'ont pas été consulté(e)s et qui vont devoir supporter pendant de longues années les conséquences catastrophiques pour le développement du pays d'une décision qui a été prise au-dessus de leurs têtes.

Mais nous, l'initiative BDS-MAROC, avons des raisons supplémentaires de nous opposer au projet du TGV. C'est qu'il a été confié à une société qui est coupable de complicité de crimes de guerre. ALSTOM, en construisant, avec VEOLIA, le tramway d'AL QODS participe activement à la "judaisation" de Jérusalem et à son annexion et donc :

- Viole la IVème Convention de Genève
- Viole les décisions de l'ONU

Pour ces raisons, au sommet de Khartoum en 2006, la Ligue arabe a décidé que l'ensemble des pays arabes doivent boycotter les sociétés ALSTOM et VEOLIA.

Ainsi, et à la demande de l'Autorité Palestinienne et du mouvement BDS, à la fin de l'année 2011, l'Arabie Saoudite a décidé de ne pas autoriser ALSTOM à concourir pour la construction de la ligne rapide MEKKA AL MADINA

Et c'est dans cette optique que l'initiative BDS MAROC, dans la logique de travailler pour que les sociétés qui persévèrent à profiter de l'occupation de la Palestine désinvestissent du projet sioniste, s'oppose à la présence d'ALSTOM dans les projets publics au Maroc.

Voilà pourquoi nous continuerons à dire : ALSTOM DEGAGE !
{youtubejw width= »300" height= »220"}PU_6fawQESE{/youtubejw}

Et nous dirons avec toutes les associations : STOP TGV !
parce que c'est un grand pas pour chasser Alstom de notre
pays.

[+ d'info sur la campagne BDS Maroc ici](#)

Colloque « Israël : un État d'apartheid ? » et le combat contre son interdiction

Gilbert Achcar (Professeur, École des études orientales et africaines, Université de Londres) s'exprime contre l'interdiction du colloque « Israël, un État d'apartheid » à l'université Paris 8.

{youtubejw}E6HPM9IGrrg{/youtubejw}

Lire la lettre des 300 chercheurs et personnalités contre l'interdiction du colloque à Paris8:

<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/190212/lettre-des-300-contre-l-interdiction-du-colloqu>

1) Le colloque est maintenu, malgré la position de la Présidence (voir point 5). Toutes celles et tous ceux qui souhaitent assister au colloque sont invité-es à s'inscrire en envoyant un mail à iawparis8@gmail.com. Attention, les places seront chères ! Plus de 80 inscriptions au cours des dernières 48 heures...

2) La « lettre des 100 », devenue « lettre des 300 », sera demain la « lettre des 500 », puisque plus de 200 universitaires et chercheurs ont apporté leur signature. Plus d'un millier d'autres signataires, dont 600 étudiants de Paris 8, se sont joints à la démarche.

3) Le département Méditerranée/Monde Maghrébin de l'université de Paris 8 s'est à son tour prononcé contre l'interdiction du colloque :

« Nous apprenons avec stupeur et étonnement la décision de la direction de l'Université de retirer, après l'avoir donné, l'autorisation de la tenue d'un colloque intitulé « Des

nouvelles approches sociologiques, historiques et juridiques à l'appel au boycott international : Israël : un État d'apartheid ? », qui devait se tenir les 27 et 28 février prochains à Paris 8 sous l'égide de spécialistes venus de différents pays (...) ».

La suite sur

<http://collectifpalestineparis8.over-blog.com/article-le-departement-mediterranee-monde-maghrebin-de-paris-8-contre-l-interdiction-du-colloque-99863063.html>

4) Un communiqué d'organisations syndicales, politiques et associatives de Paris 8 (CGT, UNEF, NPA, UEC...) a été rendu public :

« Nous, organisations syndicales et associations de Paris 8, dénonçons l'annulation du colloque « Israël un Etat d'apartheid ? » organisé par le collectif Palestine de Paris 8. L'annulation de ce colloque préalablement autorisé par la présidence et le Conseil d'administration de l'Université (ayant même reçu une subvention du FSDIE de 2500€) est une remise en cause intolérable de la démocratie, de la liberté d'expression et de réunion au sein de notre université. (...) ».

La suite sur

<http://collectifpalestineparis8.over-blog.com/article-communiquue-d-organisations-syndicales-politiques-et-associatives-de-paris-8-99863286.html>

5) Nous avons rencontré le Président de Paris 8 ce mardi. Il a maintenu sa position, tout en nous proposant une « solution » hors de Paris 8. Le communiqué suivant résume la position des organisateurs, qui ont notamment décidé de déposer un référé-liberté au Tribunal Administratif :

Paris 8 n'autorise toujours pas le colloque « Israël : un État d'apartheid ? », mais celui-ci aura bien lieu !

Communiqué du Collectif Palestine Paris 8, le 22 février

Le Collectif Palestine Paris 8 a rencontré ce mardi 21 février le Président de l'Université, Pascal Binczak. Ce dernier nous a signifié qu'il ne reviendrait pas sur sa décision de retirer l'autorisation qu'il avait préalablement accordée à la tenue du colloque des 27 et 28 février.

Les « arguments » du Président ne nous ont guère convaincus puisqu'il a essentiellement insisté sur le caractère « sensible » des questions abordées lors du colloque, principale explication, selon lui, du risque de « trouble à l'ordre public ».

Nous avons fait part au Président de notre consternation et de notre incompréhension et lui avons signifié qu'une telle annulation constituait un précédent dangereux, portant atteinte à la liberté d'expression et aux libertés académiques. Il nous semble en effet préoccupant que des universitaires et des chercheurs ne puissent pas présenter leurs travaux dans une université, au motif que ceux-ci seraient trop « sensibles ». Quel sera le prochain sujet « sensible » dont on ne pourra pas parler dans une université ?

La Présidence de Paris 8 nous a proposé d'aider à l'organisation du colloque dans un lieu situé à l'extérieur de Paris 8.

Nous n'avons pas répondu favorablement à cette proposition. Pour nous, le colloque doit se dérouler à l'université. C'est pourquoi nous déposons ce mercredi 22 février un référé-liberté devant le tribunal administratif afin d'obtenir l'annulation de la décision du Président.

Quelle que soit la décision du tribunal, le colloque aura lieu.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui ne l'auraient pas

encore fait à signer la lettre ouverte au Président de Paris 8
(en envoyant un mail à censurecolloqueparis8@gmail.com). Nous
invitons en outre toutes les personnes désireuses d'assister
au colloque à s'inscrire en envoyant un mail à
iawparis8@gmail.com.

Contact: Céline 06.72.96.04.21